

Envie d'une Europe de gauche!

« Une escroquerie intellectuelle ». À la tribune du meeting qui s'est tenu dans sa ville, le 14 mai, la maire de Rennes, Nathalie Appéré, n'y est pas allée par quatre chemins pour qualifier la stratégie de l'Élysée. En effet, elle consiste à faire croire que l'enjeu de l'élection du 26 mai se limite à un match entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, par têtes de listes interposées.



Près de 1 000 personnes à Rennes, le 14 mai

Cette stratégie est, non seulement malhonnête, mais elle est aussi dangereuse car elle donne beaucoup trop d'importance à l'Extrême-droite et laisse à penser qu'il n'existe aucune alternative entre le statu quo libéral et le chaos nationaliste. Si les électeurs n'ont le choix qu'entre deux options, ils finissent bien par les tester comme on a pu le voir en Italie. En revanche, l'exemple espagnol prouve qu'une autre voie est possible. « **Le PSOE, que les observateurs donnaient pour mort il y a deux ans a su, en menant une politique de gauche, retrouver son électorat** », s'est félicité Raphaël Glucksmann.

« **Nous voulons une Europe qui réponde aux urgences sociales, environnementales et démocratiques. Une Europe de la rénovation énergétique, du droit d'asile commun, des droits des salariés et de l'Erasmus pour tous les jeunes** », a résumé Nathalie Appéré.

« **Parfois les remparts se transforment en passerelles** », a également rappelé le Premier secrétaire du PS, Olivier Faure, citant plusieurs prises de positions ambiguës de la tête de liste du parti présidentiel comme le shopping de l'asile, l'absence de place pour celles et ceux qui ne sont pas invités sans parler des relations qu'entretient la

France avec les autorités libyennes ou des accords troubles entre le groupe parlementaire européen LREM et des partis très à droite en Espagne ou en Estonie.

« **Faire barrage, c'est la vocation des castors** », a commenté Raphaël Glucksmann le 14 mai. Ça peut avoir du sens de faire barrage à un second tour d'une élection présidentielle. Mais ça n'en a aucun lorsqu'il s'agit d'une élection européenne à la proportionnelle. Le 27 mai, l'Extrême-droite ne prendra pas le pouvoir en France. Ni même au Parlement européen. RN et LREM ne seront que des composantes de groupes minoritaires à l'échelle européenne.

Quel sera le groupe parlementaire le plus important à Strasbourg? Voilà le véritable enjeu de ce vote. Car les institutions européennes sont organisées de telle manière que les principaux groupes jouent un rôle prépondérant. « **Dans les projections de votes, le groupe socialiste (PSE) est presque à égalité avec celui des conservateurs (PPE). Nous ne sommes qu'à vingt sièges d'écart** », a indiqué Olivier Faure « **soit moins d'un siège par pays** ». C'est cet aspect qui est vraiment pertinent. Pour peu qu'on prenne vraiment cette élection au sérieux et qu'on considère les enjeux européens comme prioritaires.

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 23/05/2019

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Un projet de rupture!

C'est dans une ambiance survoltée que Raphaël Glucksmann a tenu ses meetings pour la campagne européenne. Notre tête de liste a, tout au long de ces dernières semaines, réussi à rassembler autour de lui des personnalités de gauche, comme Chritiane Taubira, Bernard Cazeneuve, Najat Vallaud-Belkacem qui se retrouvent dans son projet de rupture.

Car face, à la droite libérale qui dirige l'UE depuis plus de quinze ans, nous avons besoin d'une rupture, nette. Et c'est bien la liste *Envie d'Europe* qui porte ce projet de rupture!

Face à la droite libérale et face à ces quinze années de politique injuste, nous avons besoin d'une rupture, nette. Et nous portons un projet de rupture!

Il faut que la peur change de camp. Résolument engagés, nous n'avons pas peur, de rien, ni de personne. « *Montrons dimanche prochain que nous sommes fiers de nos principes, de nos valeurs, de notre histoire, tout simplement d'être de gauche.* »

Pour une Europe de gauche!

«**Il est en train de se passer quelque chose à gauche!**» Voilà le leitmotiv du meeting de Rennes du 14 mai, qui s'est tenu quelques heures après le début de la campagne officielle pour les élections européennes.



Claire Nouvian, fondatrice de Bloom

L'Europe a besoin de combattantes et de combattants pour porter un projet ambitieux et la réconcilier avec les citoyens. Elle a besoin d'eurodéputés qui ont fait la preuve de leur détermination.

«**C'est ce soir que tu vas mourir.**» Voilà un des SMS que Claire Nouvian a reçu en 2008. À l'époque, la présidente de l'ONG Bloom militait pour l'interdiction du chalutage en eaux profondes en Europe. «**Cette méthode de pêche détruisait complètement les fonds marins. Il a fallu huit ans pour que nous parvenions à l'interdire**», a-t-elle expliqué. Mais pour y parvenir, elle a dû subir les pressions des lobbies qui ne reculent devant rien pour intimider leurs adversaires. «**Parfois ça fonctionne et certains abandonnent. Mais pas nous. Et après le chalutage en eaux profondes, nous nous sommes opposés à la pêche électrique, qui, elle aussi, provoque des dégâts irréparables sur l'écosystème et qui ne profite qu'à quelques armateurs hollandais.**»

«**L'Europe a besoin de combattantes et de combattants.**»

Les lobbies ne prospèrent que si la puissance publique les laisse faire ou pire, leur apporte son soutien. Jérôme Karsenti, avocat de l'association Anticor et onzième sur la liste de Raphaël Glucksmann, a longuement expliqué comment lutter contre la corruption au niveau européen. Car, pour l'avocat

«**les prétoires ont des limites**». S'il faut lutter contre la fraude fiscale, il est aussi nécessaire de combattre l'évasion fiscale. Les groupes financiers disposent de moyens pour orienter la législation.

C'est pourquoi *Envie d'Europe* propose la création d'un parquet européen de lutte contre la corruption indépendant, d'une haute autorité pour la transparence de la vie publique. Elle demande également une interdiction du pantouflage et la possibilité pour le Parlement de destituer un commissaire.

L'Europe que veulent construire les socialistes, c'est celle qui répond aux urgences sociales, environnementales ou démocratiques. «**Nous voulons une Europe de la rénovation thermique énergétique qui allie écologie et social**», a insisté Nathalie Appéré.

«**Le fatalisme est une maladie contagieuse, l'enthousiasme aussi.**»

La liste *Envie d'Europe, écologie et sociale* est celle qui rassemble des personnalités qui ont démontré leur engagement et sont reconnues par leurs pairs. «**Quelle autre liste peut se vanter de compter dans ses rangs deux lauréats du prix Goldman qui est l'équivalent du prix Nobel dans le domaine de l'environnement?**»



Jérôme Karsenti, avocat d'Anticor

Cette liste *Envie d'Europe* constitue un creuset pour la gauche du XXI^e siècle selon Raphaël Glucksmann : l'union des écologistes et des socialistes qui ont accompli leur révolution culturelle. Les uns laissant de côté le productivisme et les autres intégrant la justice sociale dans leur réflexion.

Il est temps de réaliser cette synthèse. Car l'échec du PS en 2017 ne sanctionnait pas les cinq années précédentes mais une période de quarante ans durant laquelle les idées libérales se sont imposées et ont remporté la bataille culturelle. «**Il est urgent d'offrir un débouché politique sinon ce sont les nationalistes qui le feront.**» C'est d'autant plus urgent que, sur le champ de la bataille culturelle le rapport de force est en train de s'inverser, comme l'a démontré Aurore Lalucq : «**Chez les économistes, la doxa libérale ne convainc plus personne**».



Il se passe quelque chose à gauche

Cette nouvelle donne idéologique appelle à des ruptures franches avec les politiques du passé en particulier en matière de commerce international et d'accompagnement du libre échange mais aussi en matière d'accueil des réfugiés. Baptiser la liste *Envie d'Europe* dans un moment où monte la défiance n'est pas anodin. «**Cela résume vraiment notre état d'esprit car nous sommes profondément européens et nous savons que tous les défis auxquels nous sommes confrontés ne pourront être relevés qu'au niveau européen.**» Ensuite, Raphaël Glucksmann fait de l'accueil des réfugiés une priorité. «**Tout simplement parce que des vies sont en jeu et que si on renonce à ouvrir les ports, on renonce à tout. Nous, nous ne laissons rien à l'Extrême-droite.**»

«**Le fatalisme est une maladie contagieuse. Mais l'enthousiasme l'est aussi**», a insisté Raphaël Glucksmann qui a appelé l'ensemble de la gauche qui agit dans les associations et les coopératives à rejoindre le rassemblement qui est en train de se créer autour du Parti Socialiste, de Place Publique, de Nouvelle Donne ou des Radicaux de gauche afin d'offrir un débouché politique à celles et ceux qui ne se résignent pas à voir la vie politique se structurer autour du clivage libéraux-nationalistes.

En campagne à la campagne

Les agriculteurs connaissent le travail qu'Éric Andrieu a accompli au Parlement européen et savent qu'ils peuvent compter sur lui dans la prochaine mandature pour défendre une agriculture à taille humaine, respectueuse de l'environnement et des agriculteurs.

Le système productiviste agricole est une impasse : et pourtant le syndicat majoritaire continue à défendre ce modèle qui a des conséquences dramatiques pour la santé des agriculteurs et des consommateurs. **«La course à l'agrandissement enferme les exploitants dans un système pervers qui les conduit au burn-out»**, a alerté l'eurodéputé.

À Plougouven, le candidat a rencontré des agriculteurs heureux. Le passage au bio n'a pas demandé trop d'efforts car, même si elle était considérée comme conventionnelle, l'exploitation de Kermeur s'inscrivait déjà dans une démarche d'agriculture raisonnée. Mais, la valorisation de la production en bio associée aux économies réalisées sur l'achat

des produits phytosanitaires permet de dégager plus de marges. Il est faux de prétendre que seule l'agriculture conventionnelle peut répondre à la demande alimentaire.

Cependant, le passage en bio doit être accompagné et à cet égard, l'État français n'est pas exempt de reproches, en particulier dans le versement des primes de la PAC qui tardent à être versées. **«Compte tenu des retards et de la complexité des dossiers, certains renoncent»**, ont expliqué



C'est notre souveraineté alimentaire qui se joue ici

des agriculteurs de la confédération paysanne.

Le choix du 26 mai sera déterminant. Pour Éric Andrieu, il doit marquer un coup d'arrêt à la financiarisation à outrance de toute l'économie, y compris l'agriculture et l'alimentation. Il s'agit d'une certaine conception de l'agriculture, respectueuse des hommes et de l'environnement, mais aussi de questions géostratégiques de souveraineté et, dans certains pays, de survie.

C'est parce qu'il s'est rendu au Brésil, qu'Éric Andrieu peut comparer les modèles agricoles et surtout alerter les Européens sur les enjeux qu'ils doivent affronter : **«C'est une question civilisationnelle»**, a-t-il martelé. Si on laisse passer des accords commerciaux avec le Mercosur, l'agriculture européenne disparaîtra. **«C'est une question de souveraineté et je ne veux pas que nous sacrifions notre agriculture pour manger des produits dont nous ne connaissons pas l'origine. Il en va de notre santé mais, au-delà, de notre capacité à produire une alimentation saine.»**

Le triple vote du 26 mai

«Les Bretonnes et les Bretons vont, le 26 mai, réaliser un triple vote en glissant le bulletin Envie d'Europe écologique et sociale dans l'urne», a expliqué Forough Salami-Dadkhah, à la tribune des Halles Martenot au meeting de Rennes le 14 mai.

Il s'agira bien sûr, et tous les orateurs qui se sont succédés l'ont rappelé avec force, d'un vote pour l'Europe. **«Telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, elle est trop technocratique et ne correspond pas aux attentes des citoyens qui s'éloignent de plus en plus d'elle.»** On ne tombe pas amoureux d'un marché unique. Mais l'Europe c'est bien plus que ça. C'est depuis le Moyen-âge, en passant par la Renaissance et les Lumières, une civilisation. **«Unis dans la diversité, pour nous ce n'est pas un slogan mais un projet»**, a rappelé la candidate bretonne.

aussi un vote pour la Bretagne. **«Jamais notre région n'a manqué à l'Europe. C'est en grande partie grâce à elle que le traité de Maastricht a été adopté.»** Mais l'Europe, et Raphaël Glucksmann a pu le vérifier lorsqu'il est venu à Brest, a aussi grandement contribué au développement de la Bretagne grâce à la politique agricole commune, la politique commune des pêches ou les fonds structurels et sociaux européens qui ont permis de développer le port, le

quartier des Capucins ou de former des demandeurs d'emploi.

Mais la Bretagne s'inquiète de l'orientation que prend l'Union européenne. Les nuages s'accumulent. La perspective d'un Brexit ne manque pas de susciter des craintes parmi les entreprises bretonnes, en particulier dans le secteur de la pêche. À cela s'ajoute le projet de budget qui, en l'état, sacrifierait la politique agricole commune et les fonds de cohésion, si importants pour notre région. **«C'est pourquoi, pour la Bretagne, il faut élire des combattants au Parlement européen.»**

Enfin, le vote pour la liste *Envie d'Europe, écologique et sociale* sera un vote pour la gauche. Toutes les réponses aux grands défis que nous devons affronter (climatiques, sociaux, démocratiques) passent par l'Europe.

Et, précisément, le vote pour la liste menée par Raphaël Glucksmann sera



Forough Salami-Dadkhah au meeting de Rennes

Pour la gauche, **«l'Europe n'est pas un héritage, elle est une promesse.»**

Agenda

26 mai
Élections européennes.



14 septembre
Fête de la gauche
à Quimperlé.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1271 - Vendredi 24 mai 2019
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)
Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP

Les oubliés de la République

Marc Labbey, vice-président CD29 Solidarités, Enfance, Famille

Il n'aura fallu que quelques amendements pour vider de sa substance la proposition de loi, pourtant très attendue, visant à accélérer l'accompagnement des jeunes majeurs vulnérables vers l'autonomie.

Dans une Tribune publiée dans *Libération* avant son examen dans l'Hémicycle, un groupe de parlementaires, de personnalités publiques et associatives et d'élus locaux, dont Marc Labbey, vice-président du Conseil départemental du Finistère, avaient exhorté la majorité à faire preuve d'humanité vis-à-vis de ces jeunes majeurs laissés à eux-mêmes dès qu'ils atteignent l'âge de 18 ans.

« Longtemps ignorée, souvent critiquée, l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) sort aujourd'hui de l'invisibilité grâce notamment à la mobilisation sans relâche d'anciens jeunes placés.

Les chiffres nous commandent d'agir. Une personne sans domicile fixe sur quatre, née en France, est un ancien enfant placé et 70% des jeunes qui sortent de l'Aide Sociale à l'Enfance sont sans diplôme. Pire, dans la population des jeunes sans domicile fixe de moins de 25 ans, 40% sont des anciens de l'ASE.

Le plus souvent sortis de l'Aide Sociale à l'Enfance sans diplômes et sans soutien affectif, ils sont particulièrement vulnérables et exposés aux risques addictifs, à la délinquance et aux prédateurs sexuels.

Malgré la loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant, la prise en charge des jeunes majeurs n'est pas systématiquement accordée, ce dispositif étant dénué de caractère obligatoire et laissé à la libre appréciation des départements.

Pourtant, la catégorie des 16-25 ans est celle de la population qui a le taux de pauvreté le plus élevé : près de 20% d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté, ce qui entraîne pour ces jeunes sans soutien familial, des situations de survie. Comment accepter que la cinquième puissance mondiale ne puisse pas protéger 63 000 jeunes déjà fragilisés ?

Suite aux récentes affaires médiatiques, il s'est levé, en France, un vent d'indignation face au sort que la République réserve à ses enfants. L'ASE sauve des vies, mais elle doit faire plus que cela. Face au dysfonctionnement de notre système, nous avons la responsabilité d'agir.

Car au-delà de l'injustice qui est faite à ces jeunes, cette proposition de loi s'attaque aussi à une aberration économique majeure. La protection de l'enfance est le deuxième budget social des départements avec 9 milliards d'euros à l'échelle nationale.



Et pourtant, l'économie de court terme que représente l'absence d'accompagnement pour les jeunes majeurs entraîne toujours des dépenses lourdes à long terme pour l'ensemble de la collectivité (RSA, CHRS, AAH, etc.).

Une prise en charge après 18 ans mettrait fin à cette incertitude permanente du lendemain chez ces jeunes, déjà fragilisés. Ces jeunes, à qui l'on demande d'être autonomes à 18 ans alors que les autres restent parfois dépendants de leur famille jusqu'à 25 ans, sont paradoxalement les moins armés pour y parvenir. Ils ont souvent subi abandons, violences, ruptures familiales et affectives. Notre société ne peut pas les laisser livrés à eux-mêmes. Leur sac à dos, à 18 ans, est déjà bien chargé.»

Par ailleurs, la protection de l'enfance est le deuxième budget social des départements avec 9 milliards d'euros à l'échelle nationale. Il y a une aberration économique à investir tant pour que tout s'arrête au couperet des 18 ans et risquer des dépenses futures liées au coût social que représente la précarisation de jeunes adultes. Comment accepter que ces jeunes soient abandonnés de nouveau, à 18 ans, censés être prêts à affronter une société de plus en plus exigeante, alors que dans le même temps, l'âge d'accès au premier emploi stable est de 28 ans ?

Il n'y a pas de fatalité à fabriquer des sans domicile fixe. Les chantiers évoqués ici, s'ils sont portés par un consensus politique, soutenus par les Français qui pensent souvent de bonne foi (mais à tort) que cette mission est assurée, peuvent changer l'avenir de ces nombreux enfants.

« Le temps nous est compté, ne le gâchons pas. Travaillons ensemble pour que ces oubliés de la République ne le soient plus », concluaient les auteurs de cette Tribune.

Hélas, la majorité LREM à l'Assemblée en a décidé autrement. Mais ce chantier devra très rapidement être relancé.